

Que l'Union européenne qui consacre 172 millions d'euros au sort des Roms s'inquiète de la destination et de l'utilisation de ses fonds versés aux Etats membres, nul ne s'en plaindra. Ainsi certainement pour fêter la journée internationale consacrée aux Roms, Bruxelles a rappelé aux pays où résident des Roms que l'intégration de cette communauté, devient «l'un des objectifs assignés aux Etats dans le cadre de la stratégie de croissance de l'Union européenne pour 2020».

Sous la houlette du commissaire aux droits fondamentaux, la Luxembourgeoise Viviane Reding - bien connue en France pour s'être fait remarquer l'été dernier en attaquant celle-ci suite aux expulsions de Roms vers leurs pays d'origine - sous sa houlette donc, les Vingt-Sept sont vivement priés de *«s'engager dans de vraies stratégies nationales d'intégration, avec des objectifs quantifiables et vérifiables, en matière d'accès à l'éducation, au travail, aux soins de santé et au logement»*, ce qui semble être un minimum. Le délai accordé pour présenter une stratégie globale pour l'amélioration des conditions d'existence des Roms est court puisqu'il faudra que les Etats membres soient en état de la présenter pour la fin de l'année. Tout cela se fera sous l'étroite surveillance de l'Agence européenne des droits fondamentaux. En résumé, la Commission semble découvrir qu'elle a peut-être les moyens de contraindre les pays membres de s'intéresser à une - pour certains - des plus importantes minorités de leur pays et que désormais les politiques nationales liées aux Roms seront applicables dans un cadre de stratégie européen. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.



Hejőszalonta, avril 2011 (Corentin Léotard/hu-lala)

Dans l'histoire de cette communauté, trois dates charnières sont importantes. 1989 et la chute du communisme, 2004 et l'entrée de la majorité des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne suivie en 2007 par deux pays balkaniques, la Roumanie et la Bulgarie. Ceux que l'on nomme les Roms en Europe occidentale et Tziganes en Europe centrale et orientale, bien que sédentaires à 95% depuis une soixantaine d'années, c'est-à-dire depuis que les Communistes les y ont obligés, ont pour certains d'entre eux quittés leur pays et migrés vers l'ouest. Je dis bien leur pays, car avant d'être Roms, n'oublions pas qu'ils sont avant tout nationaux des Etats où ils sont nés et que par conséquent ils bénéficient des droits et des devoirs desdits pays. Ceci rappelé, il semble judicieux de se poser la question de savoir exactement quelle est la situation des Roms en Europe ? Question complexe aux réponses multiples si l'on se réfère à la lecture des nombreux articles et témoignages sur la question, parus récemment dans la presse. Difficile de s'y retrouver. Pour certains et c'est le sentiment général, les Roms vivent dans des conditions épouvantables et sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Pour d'autres, ils ne font aucun effort d'intégration et profitent largement des aides publiques octroyées.

Sur la base de ces postulats, l'Union européenne décide d'intervenir. Comme toujours et peut-être parce qu'elle ne peut faire plus, son intervention sera d'ordre financier et technique. Pourtant, il semble bien que l'argent déjà versé n'ai pas tant que cela amélioré le sort des Roms et il est clair

que Bruxelles ne pourra pas se battre contre le principal obstacle lié aux conditions de traitement des Roms, je veux parler du sentiment profond de rejet que certains éprouvent vis-à-vis de cette communauté.

En Europe centrale et orientale, il y a ainsi des sentiments diffus qui viennent du fond des âges et qui n'ont pas toujours d'explications. Rassurons-nous les mêmes sentiments existent en Europe occidentale, mais de façon différente. Ainsi, l'antisémitisme n'est pas le même que vous soyez à Budapest ou à Paris même si au bout du compte, le résultat est identique. Il en est de même de l'anti-Roms qui ne s'explique guère et semble presque génétique pour certains. Rien de réfléchi là dedans, plutôt un sentiment que cela a toujours été comme cela. Lutter contre de telles réactions sera le plus grand défi de l'Union européenne qui n'ignore pas que la priorité absolue est l'éducation des enfants. C'est seulement par eux que la situation pourra évoluer et que les Roms auront une chance de trouver leur place dans la société tout en restant fidèles à ce qu'ils sont. Ils ne seront ni les premiers ni les derniers à y arriver.

Chroniques précédentes:

- [La Hongrie reste en dehors du «Pacte pour l'euro»](#)
- [Mme Khadafi, née Farkash, se repose à Vienne pendant que la Libye flambe](#)
- [Chronique du 9 mars 2011 : « Ce n'est pas du féminisme, c'est de l'économie »](#)
- [Chronique du 28 février 2011 : Défense européenne, de Tripoli à Gödöllő en passant par l'OTAN](#)
- [Chronique du 23 février 2011 : « pooling and sharing », ce n'est pas pour demain](#)
- [Chronique du 17 février 2011 : le groupe de Visegrad fête ses 20 ans](#)
- [Chronique du 9 février 2011 : Orbán a sa pub dans Paris Match](#)
- [Chronique du 4 février 2011 : VPR hongrois](#)
- [Chronique du 20 janvier 2011 : L'ethnocentrisme hongrois au Parlement européen](#)
- [Chronique du 14 janvier 2011 : Tel est pris qui croyait prendre](#)
- [Chronique du 6 janvier 2011 : Comedia dell'arte](#)
- [Chronique du 31 décembre 2010 : Le sacre de Viktor Orbán](#)